

# LE DEVOIR

Libre de penser

VILLE DE QUÉBEC

## Il faut sauver le boisé Woodfield

*34 experts en foresterie du Québec s'unissent pour réclamer du gouvernement la protection du site*

6 février 2014 | Isabelle Porter | Ville de Québec



Photo : Renaud Philippe - Le Devoir

Le secteur de Sillery est bordé par une série de grands terrains ayant appartenu pour la plupart à d'anciennes communautés religieuses, ce qui a permis de les préserver.

**Lisez la lettre *Réquisitoire pour préserver le boisé Woodfield et le cimetière Saint-Patrick* (pdf)**

L'opposition au projet immobilier Woodfield prend de l'ampleur, et ce, au-delà des frontières de la capitale. Des experts en foresterie de tout le Québec unissent leurs voix pour demander à la première ministre Pauline Marois d'intervenir dans ce dossier.

Dans une lettre à l'intention de Mme Marois, ils se disent « indignés » par la décision du gouvernement d'autoriser ce projet situé dans le secteur patrimonial de Sillery.

Le document obtenu par *Le Devoir* parle d'une « *malencontreuse décision lourde de sens pour tous les Québécois* ». Il a été signé par un collectif de 34 professeurs et chercheurs en foresterie des universités de partout au Québec (Laval, Montréal, McGill, Sherbrooke, l'UQAM, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, à Rimouski, à Chicoutimi, en Outaouais, la TELUQ et Concordia).

Woodfield est un projet de 87 condominiums haut de gamme piloté par le promoteur Bilodeau immobilier. Il est situé sur l'une des bandes de terrain qui font face au fleuve dans l'arrondissement historique de Sillery.

Mais les chercheurs dénoncent surtout le fait qu'il nécessite la démolition d'au moins une partie du boisé qui se trouve entre des tours résidentielles et un vieux cimetière.

Ce boisé, disent-ils, abrite « *une concentration extraordinaire de patrimoine arboricole formé de feuillus nobles centenaires et bicentenaires parmi les arbres urbains les plus anciens au Québec* ».

Dans la capitale, la plupart des gens ignoraient jusqu'à tout récemment l'existence de ce petit boisé difficile d'accès qui n'est aucunement mis en valeur. Or, au dire de ces professeurs et chercheurs, ce dossier n'en est pas moins un enjeu national.

## **Conservation**

Sillery est le premier site où le gouvernement applique sa nouvelle stratégie de « plans de conservation » pour les sites patrimoniaux (les anciens arrondissements historiques). Le Québec compte une douzaine de ces sites comme le mont Royal, le rocher Percé, l'île d'Orléans et le Vieux-Québec.

Dès lors, la décision prise pour Woodfield constitue un « *dangereux précédent* », écrivent les chercheurs. « *Elle envoie le signal aux promoteurs que les sites protégés québécois comme les sites patrimoniaux sont au plus offrant si on y consacre les efforts nécessaires.* »

Dans ce dossier, le ministère de la Culture s'est toujours défendu en disant que la majorité des arbres seraient sauvés ou déplacés. Le ministre de la Culture Maka Kotto a aussi fait valoir qu'il fallait respecter les droits des propriétaires qui avaient acquis ces terrains et obtenu des autorisations du ministère. Des sources ont également fait valoir que le ministère craignait d'éventuelles poursuites de la part du promoteur.

Or le collectif d'experts ne croit pas que la majorité des arbres survivront à l'exercice. « *Ces arbres ne pourront en aucun cas être déplacés* », avancent-ils.

« *De par sa faible profondeur actuelle, tout rétrécissement du boisé entraînera une altération grave et définitive du paysage historique de l'endroit, en enclavant un des plus anciens cimetières-jardins du Québec.* »

## **Les sociétés d'histoires mécontentes elles aussi**

Le nom « Woodfield » tire son nom de la villa anglaise du même nom qui s'y trouvait au XIXe siècle. Mais les origines du site remontent au début du XVIIIe siècle puisque c'est à cet endroit que se trouvait la première grande résidence d'été des évêques sous le régime français.

Le secteur de Sillery est bordé d'une série de grands terrains ayant appartenu pour la plupart à d'anciennes communautés religieuses, ce qui a permis de les préserver. Or avec les années, ces communautés ont cherché à s'en départir, ce qui n'a pas manqué de créer des tensions entre défenseurs du patrimoine, promoteurs et milieux politiques.

Pendant la campagne électorale, le Parti québécois s'était engagé à s'attaquer au problème, ce qui a mené après l'élection à l'annonce d'une consultation publique. L'exercice a été mené l'an dernier par un groupe d'experts indépendants, le Conseil du patrimoine culturel.

Puis avant Noël, le ministre Kotto a annoncé qu'il entendait protéger une grande partie des terrains en question, mais que le projet Woodfield irait de l'avant moyennant quelques conditions.

*Le Devoir* révélait ensuite qu'une entente définitive avait été conclue pour Woodfield et que le projet était officiellement autorisé. Or deux semaines plus tard, on apprenait que le Conseil du patrimoine avait recommandé le rejet du projet au nom de la protection du boisé.

L'intervention des experts en foresterie s'ajoute à celle de la Fédération des sociétés d'histoire la semaine dernière. « *Il nous paraît singulier que dans le dossier du boisé Woodfield, le ministre Kotto ait mis de côté son rôle de gardien des splendeurs du patrimoine québécois afin de ne pas nuire à un promoteur* », écrivaient-ils le 28 janvier. Selon eux, la poursuite du projet envoie un « *très mauvais signal* » pour les autres sites classés du Québec.

« *La consultation publique concernant le site patrimonial de Trois-Rivières qui débute ces jours-ci sera-t-elle un exercice futile ? demandaient-ils. Faudra-t-il une mobilisation nationale pour sauver ce site unique [...] de tout développement sauvage, au profit d'intérêts privés ?* »